

M. GRAYDON: Je voulais seulement faire ressortir que bon an mal an les plus brillants sujets de plusieurs universités entrent au service du ministère des Affaires extérieures. Peu importe que ce soit à propos de l'agriculture ou d'autre chose, si vous avez un préjugé en faveur de l'éducation supérieure en quelque matière que ce soit, vous finirez par vous créer des difficultés. Je suis d'autant plus libre de parler ainsi que je suis moi-même un diplômé d'université, de sorte qu'il ne s'agit pas pour moi de nourrir un préjugé contre les diplômés. Mais je crois qu'on ne trouve pas toujours le monopole du bon sens, d'un bon jugement et d'une diplomatie éclairée chez ceux qui sortent des universités. J'en aperçois un en ce moment.

M. MACDOUGALL: Non, deux.

M. GRAYDON: Non, un seulement.

M. STICK: Il s'agit du barreau.

M. GRAYDON: Mais il y a là un problème et je ne sais si je l'ai exposé assez clairement. S'il m'était donné de choisir des gens capables et avisés pour résoudre d'importants problèmes, au nom du Canada, dans un autre pays, je ne crois pas que je les recruterais tous parmi les diplômés des universités, car il me semble que, bien souvent, il n'y a pas moyen de former les gens dans la voie du bon sens, de leur inculquer un jugement solide et de former un caractère abordable. Je ne veux pas que mes remarques soient considérées comme une attaque contre les universitaires, ce qui serait injuste à l'égard de ceux qui font partie de notre service diplomatique. Mais je crois que notre représentation diplomatique devrait compter d'autres personnes, à part les titulaires de grades des universités canadiennes. J'aimerais bien que le ministère des Affaires extérieures emploie un plus grand nombre de gens pratiques, aptes, remplis de bon sens, en même temps que les diplômés d'universités qui possèdent eux-mêmes ces qualités; il me semble que le choix devrait être mieux balancé sous ce rapport, et, surtout dans le cas d'un nouveau ministère, il est tout naturel que vous cherchiez à vous procurer les meilleures sujets des universités, des types sortant avec tous les honneurs, et à les amener au ministère. Je ne suis pas opposé à cela, mais je soutiens qu'il nous faut beaucoup de gens pratiques car, à mon sens, la diplomatie actuelle a grand besoin d'hommes de cette trempe. J'ai assisté à cinq sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et je puis vous dire ceci: il faut établir l'équilibre entre les parlementaires et les experts techniciens en diplomatie. Cela nous donnerait une équipe solide. Je crois que la délégation canadienne en général a reconnu ce fait, et je puis en dire autant de celle des États-Unis. Telle est leur attitude et si ce principe s'applique aux Nations Unies, il devrait s'appliquer également dans la diplomatie en général. Je ne doute pas que certaines de ces ambassades à travers le monde ont des personnels entièrement techniques. Est-ce à tort ou à raison, je n'en sais rien. Je pense qu'il vous faut mieux que des postes servis par des personnels techniques. Voilà à quoi je veux en venir. Je ne veux pas critiquer le ministère, mais un avertissement doit lui être donné pour qu'il n'y ait pas de favoritisme d'un côté ou de l'autre. Si important que soit l'emploi de sujets brillants dans ce ministère—et nous en avons beaucoup—il est tout aussi important d'avoir des gens pratiques.

M. KIRK: Le genre que vous recherchez est-il intéressé? Je crois que le genre de candidats que l'on obtient chez les diplômés d'université est le meilleur que l'on puisse obtenir. Pour revenir à la question de l'expérience, à mon avis il est à craindre que le ministère des Affaires extérieures attache trop d'importance aux connaissances abstraites et techniques. Ne reconnaît-il donc pas la valeur de l'expérience pratique? Vous dites que vous n'acceptez pas de candidats de moins de 23 ans et de plus de 30 ans pour les emplois de classe 1; s'ils sont particulièrement doués, vous en acceptez passé 30 ans. Cela vous en donne-t-il quelques-uns de plus? Vous avez dit, il me semble, que